

JOURNAL OFFICIEL de la République française



- ✓ **Arrêté du 1^{er} avril 2026 fixant le nombre de promotions offertes à l'examen professionnel pour l'accès au deuxième grade de secrétaire administratif du ministère de la Justice au titre de l'année 2027**
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053761863>
- ✓ **Arrêté du 30 mars 2026 modifiant l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat pour le ministère de la Justice**
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000053754508>

ACTUALITÉS du ministère de la Justice



- ✓ **Accord QVCT : le chantier « management » en phase opérationnelle**
[Intranet Justice / SG : Ressources humaines / Accord QVCT : le chantier « management » en phase opérationnelle](#)
- ✓ **Foire aux questions pour la filière technique**
[Article](#)
- ✓ **Arrêté de composition CAP placée sous l'autorité du SG**
[CAP des corps d'encadrement \(n°2\)](#)

UNSA FONCTION PUBLIQUE



- ✓ **Coup de rabet sur les autorisations d'absence familiales et parentales**
Le décret présenté au Conseil commun de la Fonction Publique sur les autorisations d'absence pour raisons familiales ou liées à la parentalité a été rejeté par toutes les organisations syndicales dont l'UNSA.
[Coup de rabet sur les autorisations d'absence familiales et parentales](#)

VIE PUBLIQUE



- ✓ **Fonction publique : lancement d'une réflexion stratégique pour anticiper les changements d'ici à 2050**
[Revue stratégique : quelle fonction publique en 2035-2050 ? | vie-publique.fr](#)



✓ Autorisations d'absence des agents publics (ASA) : les syndicats disent non au projet de décret

Les syndicats représentatifs dans la fonction publique se sont majoritairement exprimés contre un projet de décret visant à harmoniser les autorisations spéciales d'absence dans l'administration, et dénoncent une tentative de « passage en force », selon plusieurs sources syndicales jeudi 9 avril 2026.

[ASA : l'harmonisation contestée en Conseil commun](#)

IA DIALOGUE SOCIAL

IA : David Amiel veut faire aboutir le dialogue social à un accord "d'ici l'automne"

Le ministre de l'Action et des Comptes publics, David Amiel, a assuré engager le travail autour de l'intelligence artificielle dans le

dialogue social de la fonction publique. En lançant un plan d'accélération pour faire infuser l'IA dans l'administration, le ministre indique également la volonté de mettre fin aux IA clandestines massivement utilisées en son sein.

GRILLES ÉCRASÉES, POUVOIR D'ACHAT EN BERNE

Grilles écrasées, pouvoir d'achat en berne : l'exécutif relance son chantier sur les rémunérations dans la fonction publique

Le chantier des rémunérations dans la fonction publique reprend du service. Un nouvel agenda social acte la relance de quatre groupes

de travail sur le sujet, promis en janvier dernier par David Amiel, alors à la tête de la fonction publique. Une ambition restée lettre morte, mais que l'accélération de l'inflation et le tassement persistant des grilles salariales rendent désormais difficilement reportable.

DIVULGATION DE PATHOLOGIES ET MOQUERIES

Divulgarion de pathologies et moqueries : le choc psychologique d'un fonctionnaire peut être reconnu par le juge comme un accident de service

Le 6 mars 2026, un stagiaire a obtenu de la part du tribunal administratif de Paris la suspension du refus de reconnaissance d'un accident de service. Par cette reconnaissance, le juge des référés a considéré qu'un

échange entre collègues peut être la cause d'un accident imputable au service.

Le tribunal administratif de Paris a, [par une ordonnance en date du 6 mars 2026](#), suspendu la décision par laquelle l'administration pénitentiaire avait refusé de reconnaître comme imputables au service les conséquences d'un incident.

ACOMPTE SUR SALAIRES

Acomptes sur salaires dans la fonction publique : une nouvelle proposition de loi relance le débat

Alors qu'une ordonnance du gouvernement a durci les conditions d'accès au découvert bancaire en septembre 2025, la députée socialiste Océane Godard a déposé une proposition de loi visant à faciliter le

versement d'acomptes sur salaires pour les agents publics. Un texte qui entend offrir une flexibilité financière aux fonctionnaires confrontés à des difficultés de trésorerie en cours de mois. Une initiative accueillie avec scepticisme par les syndicats, pour qui la priorité reste la revalorisation des rémunérations.

Texte source :
ACTEURS PUBLICS

« Soutenir et agir pour l'avenir ! »



mail : synd-unsajustice-sg@justice.fr - Tél. : 01 70 22 75 09